



REVUE DE PRESSE UE-HAITI

DU 10 aout au 28 aout 2012

CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale

Haïti-Élections : L'Union européenne plaide pour un organisme permanent



13/08/12: L'Union européenne attend la mise en place d'un organisme électoral permanent pour pouvoir s'engager dans le processus des prochaines joutes en Haïti. "Mon opinion, nous sommes totalement en faveur d'un organisme permanent, en vue d'aboutir à des processus électoraux stables". Telle est la position exprimée, à la veille de son départ du pays le samedi 11 août 2012, par le représentant sortant de l'Ue, l'italien Carlo de Filippi, devant des représentants de plusieurs médias, dont l'agence en ligne AlterPresse. "Toute autre formule reste en dehors du cadre légal, constitutionnel", estime de Filippi, qui croit la république caribéenne être parvenue au moment de disposer d' "un système pour que les élections entrent dans la routine régulière".

De Filippi n'a voulu faire aucune considération sur les conditions politiques actuelles, qui ne favorisent pas la formation d'un conseil électoral permanent, ni sur les possibles cas de figure, comme la création d'un organisme en dehors des normes requises ou un retour à un organisme provisoire suivant les souhaits de parlementaires et de partis politiques. L'Union européenne ne donne, non plus, aucun point de vue sur les circonstances ayant amené à l'amendement controversé de la Constitution du 29 mars 1987, lequel amendement remet l'exécutif dans le processus d'établissement de conseil électoral contrairement aux vœux des constituants de 1987 en faveur de la participation de structures indépendantes du pouvoir en place. [rc apr 13/08/2012 0:00]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article13219>

SOURCES:

Le Nouvelliste- Alterpresse- Haiti Libre--Metropolehaiti- Le Matin-HPN

CEP : la communauté internationale se positionne

13/08/12: La formation du Conseil électoral permanent (CEP) a défrayé la chronique ces derniers jours. Différentes instances, tant nationales qu'internationales, sont sorties de leur silence et se sont positionnées. Le Chef de la délégation de l'Union européenne en Haïti, Carlo De Fillipi, dont le mandat est arrivé à terme le vendredi 11 août dernier, s'est clairement prononcé sur la formation du conseil électoral permanent. A son avis, l'UE n'accepterait de financer le processus électoral qu'à condition de mettre en place le conseil électoral permanent. En ce sens, dit-il, l'Union européenne considère toute autre option comme étant hors du cadre constitutionnel. « Nous sommes totalement et uniquement en faveur d'un Conseil électoral permanent. La mise en place de ce Conseil permanent, permettra à l'Union Européenne d'appuyer d'une façon stable tous les processus électoraux dans ce pays. », a laissé entendre le diplomate.

Dans la même veine, la nouvelle ambassadrice des États-Unis accréditée en Haïti, Pamela Ann White, dit attendre aussi la mise en place du Conseil électoral permanent. Entre-temps, les tergiversations se poursuivent. Le Parlement haïtien se trouve dans l'impasse pour désigner ses représentants au CEP, faute de quorum. Et l'exécutif maintient la pression, avec notamment cette lettre envoyée au Parlement par laquelle le Président donne une échéance de 8 jours au pouvoir législatif pour choisir ses représentants.
<http://www.lematinhaiti.com/contenu.php?idtexte=32093&idtypetexte=>

Coopération : L'UE veut plus de dialogue

13/08/12: Reconstruction post-séisme, coordination et gestion de l'aide, stabilité politique... les grands défis de la coopération de l'Union européenne avec Haïti ont été au coeur d'un entretien réalisé, vendredi dernier par le chef de la délégation sortant de l'Union européenne (UE), Carlo De Filippi, avec quelques membres de la presse.

Plus question de programmer l'aide à l'avance. « La coopération de l'Union européenne avec Haïti s'inscrira dorénavant en droite ligne avec les choix du gouvernement », a souligné le chef de la délégation sortant de l'Union européenne. « Nous entendons dorénavant écouter nos pays partenaires dans le cadre de nos actions de développement ». Avec le Traité de Lisbonne de 2010, l'UE est devenue une entité politique et ce statut, selon le représentant européen, devrait encourager un renforcement de dialogue avec les autorités haïtiennes. Cette nouvelle dynamique devrait, cependant, s'établir dans un climat stable, lequel n'a pas toujours été effectif pendant les 8 mois de son mandat à la tête de la délégation européenne.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=108047>

Haïti - Politique : L'UE uniquement en faveur d'un Conseil Électoral Permanent



13/08/12: Après avoir conditionné l'aide de l'Union Européenne (UE) dans les infrastructures routière à des programmes haïtien d'entretien des routes, Carlo De Filippi, le Chef de la délégation de l'UE en Haïti dont le mandat s'est achevé samedi 11 août, a déclaré vendredi que l'UE considérait comme seule option pour son appui [au processus

électoral], la création d'un Conseil Électoral Permanent et qu'elle considérait toute autre option, hors du cadre Constitutionnel.

<http://www.haitilibre.com/article-6362-haiti-politique-l-ue-uniquement-en-faveur-d-un-conseil-electoral-permanent.html>

Haïti-Élections : L'Union européenne plaide pour un organisme permanent

13/08/12: L'Union européenne attend la mise en place d'un organisme électoral permanent pour pouvoir s'engager dans le processus des prochaines joutes en Haïti. "Mon opinion, nous sommes totalement en faveur d'un organisme permanent, en vue d'aboutir à des processus électoraux stables". Telle est la position exprimée, à la veille de son départ du pays le samedi 11 août 2012, par le représentant sortant de l'Ue, l'italien Carlo de Filippi, devant des représentants de plusieurs médias, dont l'agence en ligne AlterPresse. "Toute autre formule [qu'un conseil permanent] reste en dehors du cadre légal, constitutionnel", estime de Filippi, qui croit la république caribéenne être parvenue au moment de disposer d' "un système pour que les élections entrent dans la routine régulière".

De Filippi n'a voulu faire aucune considération sur les conditions politiques actuelles, qui ne favorisent pas la formation d'un conseil électoral permanent, ni sur les possibles cas de figure, comme la création d'un organisme en dehors des normes requises ou un retour à un organisme provisoire suivant les souhaits de parlementaires et de partis politiques. L'Union européenne ne donne, non plus, aucun point de vue sur les circonstances ayant amené à l'amendement controversé de la Constitution du 29 mars 1987, lequel amendement remet l'exécutif dans le processus d'établissement de conseil électoral contrairement aux vœux des constituants de 1987 en faveur de la participation de structures indépendantes du pouvoir en place. [rc apr 13/08/2012 0:00]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article13219>

L'UE et les États-Unis veulent un Conseil électoral permanent

12/08/12: Le chef de la délégation de l'UE en Haïti, Carlo De Filippi, dont le mandat s'est achevé hier, indique que l'UE considère comme nécessaire la création d'un Conseil électoral permanent et que toute autre option se situe hors du cadre constitutionnel. « Nous sommes totalement et uniquement en faveur d'un Conseil électoral permanent, nous pensons [...] que la Constitution prévoit ça : c'est un grand pas en avant vers un système démocratique permanent et stable. D'ailleurs, nous allons plus loin, nous disons que la mise en place de ce Conseil permanent permettra à l'UE d'appuyer d'une façon stable, tous les processus électoraux dans ce pays » a déclaré M. De Filippi. Par ailleurs, la nouvelle ambassadrice des États-Unis en Haïti a également plaidé en faveur de la mise en place d'un Conseil électoral permanent. (Source: Haïtilibre.com)

<http://www.operationspaix.net/29576-details-actualite-haiti-ue-etats-unis.html>

L'UE et les États-Unis veulent un Conseil électoral permanent

12/08/12: Le chef de la délégation de l'UE en Haïti, Carlo De Filippi, dont le mandat s'est achevé hier, indique que l'UE considère comme nécessaire la création d'un Conseil électoral permanent et que toute autre option se situe hors du cadre constitutionnel. « Nous sommes totalement et uniquement en faveur d'un Conseil électoral permanent, nous pensons [...] que la Constitution prévoit ça : c'est un grand pas en avant vers un système démocratique permanent et stable. D'ailleurs, nous allons plus loin, nous disons que la

mise en place de ce Conseil permanent permettra à l'UE d'appuyer d'une façon stable, tous les processus électoraux dans ce pays » a déclaré M. De Filippi. Par ailleurs, la nouvelle ambassadrice des États-Unis en Haïti a également plaidé en faveur de la mise en place d'un Conseil électoral permanent. (Source: Haïtilibre.com)

<http://www.operationspaix.net/29576-details-actualite-haiti-ue-etats-unis.html>

Haiti-UE: Carlo De Filippi s'en va, Javier Nino Perez arrive

10/08/12: En fin de mission, le chef de la délégation de l'Union européenne (UE) en Haïti, M. Carlo De Filippi a annoncé vendredi son départ d'Haïti, lors d'une rencontre d'informations et d'échanges avec des représentants de la presse haïtienne. Son successeur Javier Nino Pérez arrivera la semaine prochaine dans le pays pour prendre le relais, selon ce qu'a indiqué M. Filippi.

Le chargé d'affaires de la délégation de l'Union européenne en Haïti de janvier à août 2012, Carlo De Filippi s'est entretenu avec des membres de la presse haïtienne ce vendredi. Au cours de cette réunion qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à renforcer les liens entre la presse et la délégation de l'Union européenne, les discussions ont surtout porté sur les grandes lignes de coopération de l'UE en Haïti durant son mandat. Ont été, entre autres abordés, des thèmes relatifs à la reconstruction post-séisme ; la gestion et la coordination de l'aide à Haïti ; la position de l'UE par rapport à la situation politique actuelle du pays mais également l'avenir de la coopération UE-Haïti. Cette rencontre, a été pour M. Filippi qui part ce samedi 11 août, l'occasion de partager avec ses interlocuteurs, son expérience à la tête de la délégation de l'UE en Haïti, ses vues sur la coopération entre l'Union européenne et la République d'Haïti.

<http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/politique/6841-haiti-ue-carlo-de-filippi-sen-va-javier-nino-perez-arrive>

Haïti-UE: " Pas de financement sans un programme d'entretien routier" avertit Carlo De Filippi

10/08/12: Le chargé d'affaires de la délégation de l'Union européenne en Haïti, Carlo De Filippi a averti les autorités haïtiennes qu'il n'y aura pas de financement possible de l'UE en matière d'infrastructures routières, si l'État ne présente pas un programme d'entretien des travaux déjà réalisés à l'aide de l'UE, a appris Haïti Press Network.

« L'Union européenne ne financera pas de projets d'infrastructures routières, si le gouvernement haïtien ne dispose pas un programme d'entretien d'infrastructures routières », laisse-t-il entendre. L'ambassadeur Filippi a fait cette déclaration ce vendredi lors d'une rencontre spéciale avec des représentants de la presse haïtienne au cours de laquelle il a annoncé sa fin de mission et son départ d'Haïti à partir de ce samedi 11 août.

<http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/politique/6844-haiti-ue-l-pas-de-financement-sans-un-programme-dentretien-routier-r-averti-carlo-de-filippi>

Haïti-UE: « Pas de financement sans un programme d'entretien routier », avertit Carlo De Filippi

10/08/12: Le chargé d'affaires de la délégation de l'Union européenne en Haïti, Carlo De Filippi a averti les autorités haïtiennes qu'il n'y aura pas de financement possible de l'UE en matière d'infrastructures routières, si l'État ne présente pas un programme d'entretien des travaux déjà réalisés à l'aide de l'UE, a appris Haïti Press Network.

« L'Union européenne ne financera pas de projets d'infrastructures routières, si le gouvernement haïtien ne dispose pas un programme d'entretien d'infrastructures routières », laisse-t-il entendre. L'ambassadeur De Filippi a fait cette déclaration ce vendredi lors d'une rencontre spéciale avec des représentants de la presse haïtienne au cours de laquelle il a annoncé sa fin de mission et son départ d'Haïti à partir de ce samedi 11 août.

<http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/politique/6844-haiti-ue-l-pas-de-financement-sans-un-programme-dentretien-routier-r-averti-carlo-de-filippi>

Haïti - Politique : L'UE uniquement en faveur d'un Conseil Électoral Permanent

10/08/12: Après avoir conditionné l'aide de l'Union Européenne (UE) dans les infrastructures routière à des programmes haïtien d'entretien des routes, Carlo De Filippi, le Chef de la délégation de l'UE en Haïti dont le mandat s'est achevé samedi 11 août, a déclaré vendredi que l'UE considérait comme seule option pour son appui [au processus électoral], la création d'un Conseil Électoral Permanent et qu'elle considérait toute autre option, hors du cadre Constitutionnel

<http://www.haitilibre.com/article-6362-haiti-politique-l-ue-uniquement-en-faveur-d-un-conseil-electoral-permanent.html>

La préparation aux risques sismiques, une priorité pour les pays des Caraïbes

10/08/12: Plus de 100 scientifiques et experts se sont réunis du 8 au 10 août à Santo Domingo afin de participer à un séminaire sur les risques sismiques qui menacent la région Caribéenne. Cette initiative émane du Département d'Aide Humanitaire et Protection Civile de la Commission Européenne (ECHO) et 14 de ses partenaires dont Plan international, l'Assemblée de coopération pour la paix (ACPP), Caritas, la Croix-Rouge Dominicaine, Oxfam, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'UNICEF, le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

D'autres institutions internationales ont également pris part à ce séminaire. Notamment l'Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes (CDEMA), spécialistes des systèmes nationaux de prévention et de réponse des pays des Caraïbes, des institutions universitaires et de recherche, les organisations partenaires du Plan d'action de préparation aux catastrophe (DIPECHO) pour les Caraïbes 2011-2012, les ONGs, les agences des Nations Unies, les donateurs et autres acteurs œuvrant dans le domaine.

<http://www.lematinhaiti.com/contenu.php?idtexte=32030&idtypetexte=>

Haïti-coopération: La communauté internationale appelée une nouvelle fois à aider Haïti

10/08/12: Des scientifiques et des experts de différents pays de l'UE et de l'ONU se sont réunis le week-end écoulé à Santo-Domingo, afin de lancer un appel à la communauté internationale pour renforcer les mesures d'atténuation de l'impact des catastrophes naturelles en Haïti, a appris Haïti Press Network. Lors de l'ouverture de la réunion qui s'était déroulée en République Dominicaine autour du thème : "Les expériences et les défis pour réduire les risques sismiques dans les Caraïbes», les experts ont souligné l'impact et la "terrible menace" du risque sismique dans la région. Au cours de ce rassemblement organisé par l'Office humanitaire de la communauté européenne, sa représentante Irène Horejs a fait savoir que bien que l'environnement en Haïti soit attrayant, il renferme toutefois certains aspects dangereux qui le rendent très vulnérable en cas de catastrophes naturelles. Par ailleurs, le président du Honduras, Porfirio Lobo Sosa avait invité tous les pays du monde à contribuer à la reconstruction du pays le plus pauvre des Amériques.

<http://hpnhaiti.com/site/index.php/politique/6853-haiti-cooperation-la-communaute-internationale-appelee-une-nouvelle-fois-a-aider-haiti>

Coopération : L'UE veut plus de dialogue

08/08/12: Reconstruction post-séisme, coordination et gestion de l'aide, stabilité politique... les grands défis de la coopération de l'Union européenne avec Haïti ont été au cœur d'un entretien réalisé, vendredi dernier par le chef de la délégation sortant de l'Union européenne (UE), Carlo De Filippi, avec quelques membres de la presse. Plus question de programmer l'aide à l'avance. « La coopération de l'Union européenne avec Haïti s'inscrira dorénavant en droite ligne avec les choix du gouvernement », a souligné le chef de la délégation sortant de l'Union européenne. « Nous entendons dorénavant écouter nos pays partenaires dans le cadre de nos actions de développement ». Avec le Traité de Lisbonne de 2010, l'UE est devenue une entité politique et ce statut, selon le représentant européen, devrait encourager un renforcement de dialogue avec les autorités haïtiennes. Cette nouvelle dynamique devrait, cependant, s'établir dans un climat stable, lequel n'a pas toujours été effectif pendant les 8 mois de son mandat à la tête de la délégation européenne.

L'UE pour un Conseil électoral permanent

En fin de mission, Carlo de Filippi a encouragé les autorités nationales à donner des signaux clairs de bonne gouvernance, à travers, par exemple, la mise en place d'un Conseil électoral permanent. « Toute autre formule qu'un Conseil électoral permanent serait difficilement appuyable par l'UE », a prévenu le chef de la délégation sortant de l'Union européenne. « Toutes les parties concernées dans la vie nationale doivent faire preuve de bonne volonté. Le CEP a besoin de ses membres », a-t-il fait remarquer. Cela permettra à l'Union européenne d'appuyer de façon assez stable tous les processus électoraux en Haïti. Le responsable des relations politiques de l'UE avec Haïti inscrit cette position non seulement dans un souci de respect de la Constitution mais aussi en vue de favoriser le bon fonctionnement de la coopération européenne.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=108047>